

- 46 Le FMI à l'heure des réformes**
Comment transformer l'institution face aux nouvelles forces à l'œuvre dans l'économie mondiale
Vijay L. Kelkar, Praveen K. Chaudhry et Marta Vanduzer-Snow

RUBRIQUES

- 2 Courier des lecteurs**
Amartya Sen — Une opinion divergente
Quel rythme pour les réformes?
Le FMI doit combattre la corruption
- 3 En bref**
En direct des organisations internationales
- 4 Paroles d'économistes**
Camilla Andersen s'entretient avec Bodil Nyboe Andersen
- 38 Pleins feux**
Énergie : sécurité ou insécurité?
- 44 L'abc de l'économie**
Dollarisation : le tout est de maîtriser les risques
Socorro Heysen
- 50 Critiques de livres**
The World's Banker: A Story of Failed States, Financial Crises, and the Wealth and Poverty of Nations, Sebastian Mallaby
Chairman of the Fed: William McChesney Martin and the Creation of the Modern American Financial System, Robert P. Bremner
The End of Oil: On the Edge of a Perilous New World, Paul Roberts
- 55 Gros plan : La zone euro**
- 56 Entre nous**
Règles ou libre arbitre : Doit-on laisser moins de latitude au FMI dans la résolution des crises?
Raghuram Rajan

Illustrations : couverture et p. 19, Michael Gibbs.
Photographies : p. 3, Suzanne Plunkett/AP; p. 4, Michael Spilotro/FMI; p. 8, Michael S. Yamashita/Corbis; p. 13, Khem Sovannara/AFP; p. 14, Paulo Whitaker/Reuters; p. 22, Ricardo Azoury/Corbis; p. 24, Charles O'Rear/Corbis; p. 27, Antony Njuguna/Reuters; p. 30, Getty Images; p. 34-35, Antonio Mari/Zuma Press; p. 38-39, Corbis; p. 40, Dibyangshu Sarkar/AFP; p. 46, p. 50-54 et p. 56, FMI.

Crainches injustifiées?

L'UN DES CRIS de ralliement des spécialistes du développement est que la libéralisation du commerce — autant que l'accroissement de l'aide — est la voie à suivre pour aider les pays à faible revenu à stimuler la croissance et à éradiquer la pauvreté. C'est ainsi que de gros espoirs ont été mis dans le cycle de Doha, lancé en novembre 2001. Est souvent citée, à son appui, l'étude de la Banque mondiale indiquant que le succès des négociations de Doha permettrait à 140 millions de personnes d'échapper à la pauvreté d'ici à 2015.

Mais après plus de trois ans, le bilan est mince, et les pays en développement forment deux camps de plus en plus divisés. Pour les pays en développement à revenu intermédiaire — à la tête desquels figurent l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde —, la priorité est d'avoir davantage accès aux marchés agricoles des pays riches, question essentielle restée sans réponse au cours des cycles de négociations précédents. Pour nombre des pays en développement plus pauvres, la priorité est d'obtenir un traitement spécial, notamment des dérogations aux nouvelles règles et aux nouveaux engagements pour se ménager l'«espace politique» nécessaire à la mise en œuvre des stratégies de développement nationales. Ces pays craignent d'avoir plus à perdre qu'à gagner à la libéralisation des échanges, d'autant plus que la plupart d'entre eux jouissent déjà de préférences spéciales sur les marchés des pays riches. Ils craignent également de ne pas avoir les moyens pour appliquer un grand nombre des nouvelles règles. Un groupe de pays qui se fait davantage voir et entendre depuis les débâcles de Seattle et de Cancún juge dérisoires ses enjeux dans le système commercial mondial.

Les pays en développement, en particulier les petits et vulnérables d'entre eux, ont-ils raison d'avoir peur du cycle de Doha? Dans ce numéro, *F&D* explore leurs craintes. Dans *Point de vue*, nous posons à Rubens Ricupero (ancien Secrétaire général de la CNUCED), à Faizel Ismael (Afrique du Sud) et à Sok Siphana (Cambodge) la question suivante : Les petits pays ont-ils intérêt à participer au commercial mondial? Et à plusieurs spécialistes du commerce, nous posons celle-ci : quelles sont les chances pour que les pays en développement sortent gagnants du cycle de Doha? De plus, nous passons en revue plusieurs études du FMI et de la Banque mondiale dans lesquelles est analysé l'impact de la libéralisation des échanges sur les pays pauvres, en particulier au regard de la sécurité alimentaire, de l'érosion des préférences et des importations de produits alimentaires. La bonne nouvelle, c'est que, d'après ces études, toute retombée négative de la libéralisation semble très facile à gérer dans une stratégie de développement plus large. Comme les vulnérabilités se concentrent généralement dans des pays et des produits spécifiques, il est possible d'y remédier par une assistance financière et technique ciblée de la part de la communauté internationale. En fait, des propositions dans ce sens sont de plus en plus souvent formulées par les spécialistes du commerce et du développement, qui demandent en particulier aux gagnants du cycle de Doha, comme le fait Bernard Hoekman (de la Banque mondiale), de «recycler» une partie de leurs recettes tarifaires.

Enfin, nous tenons à remercier tous ceux de nos lecteurs de par le monde qui ont pris le temps, l'année dernière, de remplir notre questionnaire. Les résultats nous aideront à mieux adapter le choix de nos articles à vos préférences (voir page 3). Nous trouvons encourageante la haute opinion que vous avez de nous et espérons faire encore mieux!

Laura Wallace
Rédactrice en chef